

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique de défense de la France , à Paris le 13 juillet 2013.

Mesdames, Messieurs les ministres,
Messieurs les ministres de la Défense des pays amis,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les officiers généraux,
Mesdames, Messieurs les sous-officiers,
Mesdames, Messieurs,

Je tenais à adresser aux militaires qui vont demain défiler sur les Champs-Élysées. C'est un moment d'émotion, toujours partagé par les familles mais aussi par les Français, fiers de voir des détachements de leur armée accompagnés par d'autres, porter les couleurs, couleurs de la France, couleurs de l'Europe, couleurs des Nations Unies. Ce sera le cas demain.

Mais Je souhaitais aussi saisir l'occasion qui m'est donnée pour rendre hommage à l'ensemble de nos soldats. Je pense d'abord à ceux qui sont tombés au champ d'honneur, qui sont morts pour la Patrie, dans l'accomplissement de leurs missions, missions exigeantes, missions périlleuses et auxquelles les armées font face avec un courage qui suscite l'admiration de tous. Je n'oublie pas les trois gendarmes qui, au début du mois de juillet, ont perdu la vie lors d'un entraînement en montagne.

Je salue aussi les familles et leur exprime toute ma compassion.

Les valeurs de nos armées nous les connaissons, l'abnégation, le sacrifice, le patriotisme. Ces valeurs restent intangibles au-delà des générations, au-delà des situations, au-delà des conjonctures. Ce qui change, et nous devons en prendre toute la mesure, c'est le contexte, contexte stratégique, contexte économique qui oblige à réévaluer à chaque moment les missions. C'est le rôle du livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale que j'ai souhaité voir élaborer dès le lendemain de mon élection. Ce travail a permis de redéfinir nos stratégies, nos objectifs, nos besoins. Sur cette base et sur la proposition du ministre de la Défense, du Premier ministre, j'ai fixé les orientations qui seront contenues dans la nouvelle loi de programmation militaire. Cette loi déterminera la configuration de nos armées pour les années à venir. Cette loi reposera sur un principe, le maintien d'un effort financier important de la Nation avec la reconduction du budget de la Défense à hauteur de 31,4 milliards d'euros, c'est-à-dire au niveau où il se situe cette année. Les crédits de la Défense seront donc, et j'insiste sur ce point, à la différence de la plupart des ministères, seront donc préservés dans leur intégralité. C'est un effort que la Nation fait, non pas pour les armées, mais pour sa propre sécurité.

Je connais le contexte économique, qui n'est pas d'ailleurs celui de la France mais celui de toute l'Europe et qui s'est traduit ces dernières années par une accumulation des déficits et des déséquilibres financiers et pour ces derniers mois par une récession.

Autant de difficultés supplémentaires, mais autant de défis pour les surmonter.

C'est pourquoi, la France se bat, elle se bat et vous en savez, vous, le péril sur les champs de bataille. Mais la France, elle se bat aussi dans le domaine économique, avec ses entrepreneurs, avec ses salariés, avec ses chercheurs, avec tous ceux qui contribuent à faire la France. Parce que c'est notre devoir de citoyens, où que nous soyons.

Oui, la France, elle se bat pour remettre en ordre ses finances, pour redresser son appareil productif, elle se bat pour retrouver la confiance dans son avenir.

produit, elle se bat pour retrouver la confiance dans son avenir.

Alors, raison de plus pour tracer les lignes de notre avenir commun. Pour dire ensemble quelle France nous voulons pour les dix prochaines années.

Quelle France dans le domaine de l'industrie, dans le domaine de la science, dans le domaine de la recherche ?

Quelle France nous voulons pour notre consommation, notre production d'énergie ?

Quelle France nous voulons pour nos modes de transports ?

Quelle France nous voulons pour nos écoles ?

Quelle France nous voulons pour nos armées ?

Parce que selon cette capacité que nous aurons à porter l'idée de la France dans la durée, dépendra à ce moment-là, la chance de sortir rapidement de la crise.

Les Français veulent de la visibilité, veulent de la clarté et cela vaut dans tous les domaines, et donc, dans le domaine militaire, c'est le sens de la loi de programmation.

Les décisions qui sont prises aujourd'hui, elles vaudront pour demain et même pour après-demain.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui, feront que nous pourrons jouer ou ne pas jouer notre rôle à l'échelle de l'Europe et du monde.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui, permettent de savoir si la France, notre pays, continuera à peser sur le destin de la planète et à élargir encore son influence.

Au cours des trente dernières années, notre pays a continué à s'imposer comme une nation qui compte dans le monde. Nous le devons à notre histoire, à nos engagements, à notre diplomatie, mais nous le devons aussi à nos armées et à notre défense Nationale.

La France est un des rares pays au monde à pouvoir disposer de capacités de protection de notre territoire, de projection, pour aller au secours d'un certain nombre de populations ou d'États qui nous en font la demande et de dissuasion, pour garder notre autonomie de décision.

Depuis un an que j'exerce la responsabilité de chef d'État, donc de chef des Armées, je mesure ce que c'est l'autonomie de décision, l'indépendance nationale, la capacité de pouvoir faire en sorte que la France puisse être ce que l'on attend d'elle.

Qu'avons-nous pris comme décision ? Nous avons, comme j'en avais pris l'engagement, retiré nos éléments combattants d'Afghanistan à la fin de l'année dernière, maintenant néanmoins une présence là où elle était souhaitée par nos alliés.

Nous avons pris la décision de faire l'opération « SERVAL » au Mali et je salue, ici, les amis africains qui nous ont accompagnés dans cette mission.

Nous avons lutté contre la piraterie, nous avons permis, grâce au dispositif Vigipirate, d'assurer la sécurité de nos concitoyens. Nous avons fourni de l'aide à des populations qui souffrent.

Je pense notamment aux réfugiés et aux réfugiés syriens en particulier.

A chaque fois que j'ai pris cette décision, à chaque fois, la mission a été accomplie avec succès.

Je voulais ici, vous en exprimer toute ma gratitude.

A chaque fois, j'ai pu apprécier l'efficacité et la pertinence de notre organisation. Le lien direct entre le chef des Armées que je suis, et les forces qui sont celles de notre défense Nationale, ce lien direct est adapté aux exigences de la responsabilité supérieure qui est la mienne et celle de vos chefs qui peut aller jusqu'à engager la vie des soldats de notre Nation.

Les Français sont fiers et ils peuvent être de l'excellence professionnelle dont nos armées font preuve sur l'ensemble des théâtres d'opération. L'hommage que je rends aujourd'hui aux armées, l'expression de ma compassion à l'égard de ceux qui ont fait sacrifice de leur vie, la reconnaissance que j'ai pour tous ceux qui combattent au nom de la France ou tous ceux qui servent la France avec l'uniforme. Cet hommage ne doit pas dissimuler la réalité, la réalité que je connais. Je sais les inquiétudes qui existent dans la communauté militaire. Nos armées ont été sujettes, pour ne pas dire soumises à tant de réformes depuis tant d'années, avec une réduction des effectifs de plusieurs dizaines de milliers d'hommes depuis le début des années 2000. Nos armées ont toujours fait preuve d'adaptation mais les interrogations demeurent, et elles sont légitimes.

Jusqu'à quand sera-t-il demandé de nouveaux sacrifices ? Jusqu'à quel point le système d'aujourd'hui pourra-t-il encore perdurer ?

Je vous assure que le ministre de la Défense et vos chefs minforment régulièrement de cette situation. Vos préoccupations témoignent de l'intérêt de l'ensemble de la défense pour les enjeux que toutes ses réformes ont induits. Je vous ai dit que je les entendais, que j'étais conscient des efforts demandés à nos armées comme à tous les Français. Je souhaite que néanmoins il soit tenu compte de la spécificité de la condition militaire, de ses obligations, de ce que cela signifie pour les hommes et les femmes qui servent dans nos armées et pour leurs familles. C'est pourquoi j'aurai l'occasion de rencontrer les membres des conseils de la fonction militaire à la rentrée.

Jean-Yves LE DRIAN s'est engagé à surmonter un certain nombre de dysfonctionnements, parce qu'il y en a dans nos armées. Je pense notamment à Louvois qui a donné hélas son nom à une mauvaise technique et qui pénalise bon nombre de militaires et leurs familles. Des efforts ont été accomplis je les salue mais il y a encore des difficultés. Tout cela doit être réglé et sera réglé. De même, tout doit être mis en œuvre pour accompagner les milliers d'entre vous qui quitteront l'institution militaire dans les années à venir. Je veux que les meilleures conditions soient offertes à ceux qui ont servi la France, au moment où leur carrière professionnelle les conduit à prendre une autre orientation. Nous devons prendre en compte le service rendu. Je serai attentif à tous les dossiers et notamment lorsqu'ils comportent un volet humain, c'est mon devoir et c'est ma responsabilité.

Je souhaite enfin que l'action militaire de la France puisse être conduite avec des moyens matériels au meilleur niveau technologique et capacitaire. Je veux pour preuve l'avion A400M dans lequel j'ai eu l'occasion de voler il y a quelques jours.

Il est l'œuvre de nos ingénieurs civils et militaires, d'une coopération européenne exemplaire et cet avion est la manifestation d'une volonté politique de donner à nos forces les outils nécessaires à leurs missions.

C'est cette volonté de modernisation qui sera également exprimée dans la nouvelle loi de programmation.

Des matériels pour servir des missions, des hommes formés pour être à la hauteur de la technologie qui leur est confiée.

Voilà ce que sont nos choix pour la défense. Avoir le souci du long terme, la volonté de protéger nos concitoyens et d'être à la hauteur de ce que c'est la responsabilité de la France dans le monde. Demain, nombre d'entre vous défileront devant les autorités politiques militaires de notre pays mais aussi devant le secrétaire général des Nations Unies, BAN KI MOON.

Parce que nos armées servent aussi les Nations Unies. Vous défilerez avec d'autres troupes venant d'autres armées : africaines, européennes. Nous accueillerons notamment un détachement de la Croatie, nouveau pays de l'Union européenne, et le président de la République de Croatie sera à mes côtés.

Vous défilerez je l'ai dit, aux côtés de vos frères d'armes, de ceux qui ont mené un combat exemplaire en Afrique, c'est-à-dire au Mali, contre le terrorisme.

Une opération qui a été réussie en tous points, du début jusqu'à la fin. Une opération qui a été saluée au Mali, j'en ai été moi-même le témoin vivant.

Qui a été saluée dans toute l'Afrique qui, à chaque occasion, rend hommage à l'action de nos soldats. Une intervention qui a été réussie parce qu'elle permet, à la fin de ce mois, d'organiser des élections au Mali et de permettre la transition et le dialogue. Si il n'y avait pas eu l'intervention militaire au Mali, il y aurait aujourd'hui une barbarie terroriste qui occuperait ce pays, et le doute se serait installé dans toute l'Afrique de l'Ouest.

La décision qui a été prise n'aurait eu aucun effet si il n'y avait pas eu cette mobilisation, au premier instant de ma première et propre décision, permettant d'intervenir et d'arrêter la colonne terroriste au prix, hélas, de sacrifices de nos soldats. Vous avez ainsi donné l'image d'une France déterminée, pugnace, mais agissant conformément au droit international et étant saluée par la population qui avait fait appel à nous.

Mais demain, c'est le peuple français qui, massé tout au long de la plus belle avenue du monde, va vous rendre hommage, vous qui allez défiler. Il n'y aura pas que des Français non plus parmi

les spectateurs. Il y a toutes les nations du monde qui viennent sur les Champs-Élysées. Il y aura aussi dans la tribune, je l'ai dit, les chefs d'État africains et le président du Mali, TRAORE. Le peuple français est toujours heureux de voir défiler ses soldats, en souvenir aussi d'autres époques.

Ces périodes que nous aurons à commémorer, le ministre Kader ARIF y travaille : le centenaire de la Première Guerre Mondiale, le 70^{ème} anniversaire de la libération de notre pays pour nous inspirer, là aussi, du sacrifice des générations qui nous ont précédé. Qui ont vécu des difficultés bien pires que les nôtres, des épreuves bien plus douloureuses et qui les ont surmontées avec leur énergie, leur enthousiasme, leur foi dans l'avenir. Ils l'ont fait. Seuls, mais surtout avec des alliés fidèles, parce que eux aussi croyaient aux valeurs qui sont les nôtres et notamment la liberté. Eh bien aujourd'hui, dans un tout autre contexte, nous regarderons le passé, fièrement, nous saluerons le présent, il est à l'honneur de la France et nous préparerons l'avenir.

L'avenir c'est aussi notre défense nationale. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, en cette veille du 14 juillet, je tenais à vous exprimer, au-delà de ma propre gratitude, celle de la Nation tout entière. Vive la République et vive la France.